

COVID-19 ET COMMUNICATION RESPONSABLE : ENJEUX ET DEFIS POUR UNE MEILLEURE GESTION DE CRISE SANITAIRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

IBIMI Ngambun Benjamin Junior :
Université de Lubumbashi

Résumé

La gestion de la Covid-19 en RD Congo a révélé un problème de responsabilité. En effet, les « communications étatiques » ont produit au sein de l'opinion publique un scepticisme dangereux et façonné des comportements d'indifférence ou de réticence face à l'observance des gestes barrières et de l'ensemble de mesures de précaution à prendre. Plusieurs défis Au regard de plusieurs défis à relever pour s'inscrire véritablement dans la dynamique de la lutte contre cette pandémie, la RD Congo a raté de piloter la riposte sur le plan continental. En cause, la communication en période de crise, n'a pas été suffisamment mûrie en termes de création d'unicité de commandement et de création d'une cellule de crise, habilitée à communiquer avec les populations. Le contenu du message ayant posé également des problèmes d'appréhension et d'interprétation, plusieurs communications ont produit des rétroactions positives. C'est ainsi que la communication responsable a été proposée comme outil stratégique pour entreprendre une communication vertueuse (honnête, vérifiable), et en adéquation avec l'environnement local. Si ailleurs l'après Covid-19 consiste essentiellement à « réinventer » l'aménagement du territoire » (G.F Dumont et F. Paponnaud. 2020), le contexte congolais dans sa particularité exige de réinventer son système de communication épidémiologique ou pandémique.

Mots-clés : COVID-19, communication responsable, environnement, la lutte contre cette pandémie, RD Congo

Abstract

*The management of Covid-19 in DR Congo has not been responsible. The " communications from the State" have produced dangerous skepticism, and shaped behaviors of indifference and reluctance to the observance of barriers and precautionary measures. In view of several challenges to be met in order to be truly part of the dynamic of the fight against this pandemic, the DR Congo has failed to lead the response at the continental level. Reasons being, communication in times of crisis has not been sufficiently matured in terms of creation of one directing unit and crisis unit, empowered to communicate with the populations. As the content of the message also posed problems of understanding and interpretation, several communications produced positive feedback. This is how responsible communication was proposed as a strategic tool to undertake communication with honest, verifiable content, and in line with the local environment. Everywhere else the after covid 19 period consisted of "reinventing" regional planning. "(Gérard-François Dumont and Francine Paponnaud. 2020), the Congolese context in its particularity requires reinventing its epidemiological or pandemic communication system. **Keywords :** COVID-19, responsible communication, environment, the fight against this pandemic, DR Congo.*

Introduction

L'occurrence de la Covid-19, malgré tous les tintamarres de l'occident et la panique d'autres pays africains, le Congo a connu une prise de conscience pusillanime et tardive de l'existence de la pandémie sur son sol. En cause, le pays luttait ardemment contre la 10^{ème} épidémie de la maladie à virus Ebola dans la partie Est du pays (Beni, Butembo, Goma), déclarée urgence sanitaire de portée internationale par l'OMS en juin 2019 et la 11^{ème} qui apparaîtra dans le nord du pays (Mbandaka). La crise environnementale qu'Ebola a créée dans ces zones à forte densité humaine, a bouleversé l'ordre social : les restrictions dans les interactions, les mobilités réduites et fortement surveillées, la psychose et la peur de « l'autre » ont de part et d'autre façonné des évènements de l'évitement (Ibimi Ngambun, 2021). Ceci intervient dans un contexte où, tous les interdits ostensiblement imposés, comporte singulièrement une charge à la fois sémantique et anthropologique. Ces interdits ont prégnance dans la relation avec l'autre, ou dans la participation à la communauté humaine, bref dans la culture du milieu. En effet, à défaut des médicaments spécifiques ou des vaccins, un virus relève surtout de subjectivités, d'émotions, voire d'irrationalités, autrement dit d'êtres humains, dans tous les aspects personnels, sociaux et culturels qui peuvent les caractériser (Gamba, 2020 : 13).

Le confinement total qui a été presque une panacée contre la Covid-19 n'est pas anodin. C'est fus à la fois une prédisposition et une exposition à plusieurs enjeux et défis qui, du reste, remontent le système de la débrouillardise pour livrer la vraie photographie de la précarité de vie congolaise. L'incertitude du lendemain et la peur du « non-être » au sens Heideggérien (1962) que cause cette pandémie, développent plusieurs mécanismes d'auto-défense et d'auto-assurance. Comparable à Ebola, la Covid-19 est apparue presque dans les conditions similaires et n'a pas échappé aux présomptions de business. L'annonce du premier cas déclaré positif à Kinshasa, la précipitation et la confusion autour de son identité, interviennent au lendemain de l'annonce par l'OMS, de l'octroi de fonds colossaux à allouer en urgence à chaque pays touché.

Des cas signalés par la suite, à Lubumbashi (Haut-Katanga), Ituri et Goma (Sud-Kivu) ont été tour à tour contredits soit par les prétendus malades eux-mêmes, soit par les autorités de ces provinces, soit encore par l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB). Le triangle de la contradiction se construit entre le ministère de la santé (l'INRB), les gouverneurs de provinces et les cas déclarés positifs. La fréquence inouïe de rétropédalages de ces autorités faits sur base d'hésitations et de manque de contrôle de la situation, ont discrédité toute communication responsable. Comment légitimer et construire la communication pendant cette période de crise sanitaire ?

Cette réflexion part donc de l'hypothèse selon laquelle la gestion de la riposte contre la Covid-19 a échoué parce que la communication des autorités congolaises a été davantage hasardeuse et peu persuasive sur le plan du fond que de la forme. Ce déboire a provoqué l'occurrence d'une panoplie de rumeurs qui se sont érigées progressivement en barrières socioculturelles. Ceci a été un gigantesque défi pour les équipes de riposte. Par ailleurs, notre démarche

s'appuie sur l'observation et l'analyse des contenus de communications des autorités congolaises et de premiers malades déclarés positifs à Kinshasa, à Goma et en Ituri. Il se dégage aussi bien simultanément, une approche critique et comparative des pratiques communicationnelles en temps de crise sanitaire. Sous cet angle, le cas Ebola, en comparaison avec la Covid-19 peut être évoqué lapidairement. Cela aux fins de dégager l'essence d'une communication responsable et de l'adopter comme nouvelle stratégie de communication en tant de crise sanitaire.

C'est donc une « capacité maintenue et utilisable dans le cadre de la Covid-19 » (ONU, 2020, [http:// :www.news.un.org](http://www.news.un.org)), mais qui nécessite un élargissement au regard du « boom démographique » de villes du pays. Dans cet élargissement, il s'ajoute le confinement total (Covid-19) comme panacée pour les populations. Le besoin d'adapter une communication autour de la pandémie et du confinement devient à la fois pressant et exigeant. Elle nécessite une voix autorisée qui communique sur des aspects purement techniques et surtout réels et vérifiables, sur des messages non incendiaires et non compromettants (réactions contraires ou des réfutations), dans le milieu de vie ou sur les réseaux sociaux. Les défis sont énormes certes, et les enjeux de taille. D'autant plus que cette pandémie a mis à l'épreuve la bonne gouvernance de beaucoup, même celle des pays dits de grande industrialisation.

1. Le confinement en RD Congo : l'éventail de défis à relever

Au centre de la gestion pandémique de plusieurs Etats touchés ou non touchés par le coronavirus, le confinement ressemble à la méthode traditionnelle de santé publique de la quarantaine. Celle-ci « consiste à réduire les activités d'un groupe d'individus exposés à un agent pathogène sans être pour autant malades et son objectif est non pas de stopper la propagation du virus mais de réduire son incidence, c'est-à-dire d'étaler le nombre de nouveaux malades dans le temps » (Gay R et Guillas-Cavan K, 2020 :6). Accompagné d'autres mesures à l'instar de couvre-feu et de l'isolement, le confinement appartient à la vieille panoplie des mesures de contrainte sanitaire qui ont été réinvesties par les autorités publiques au début des années 2000 en Asie pour faire face à l'épidémie d'un autre coronavirus, le SARS-CoV-1 (Zylberman, 2013). Dans cette optique, le confinement est loin d'être un simple instrument sanitaire de prévention du risque infectieux. Il présente une série d'ambiguïtés qui pourraient avoir favorisé son adoption par un grand nombre de gouvernants et son intégration à des systèmes politiques et sanitaires variés

1.1. Les défis sanitaires et alimentaires

Caractérisé par un individualisme élevé, la politique congolaise ne met pas sa population de l'insécurité sociale. D'aucuns estiment que c'est faute de moderniser, de renforcer et de diversifier les structures sanitaires (Murhega, 2020), et c'est dans cette négligence même estime Michael Czerny, que la pandémie montre « combien les soins de santé sont fondamentaux et stratégiques (Préface à Pape François, 2020 : 12). Le système de santé congolais

souffre de plusieurs maux dont les plus essentiels sont les moyens et l'accessibilité, l'insuffisance des structures adéquates, le manque d'équipement et la déshumanisation des services offerts. Si ce n'est pas l'argent qui fait défaut, c'est l'éloignement géographique : la RD Congo est divisée en 600 zones de santé et ne compte, au total, que 250 hôpitaux généraux de référence. Cela paraît totalement insuffisant pour desservir un territoire aussi vaste et répondre aux besoins sanitaires d'une population estimée à plus de 90 millions d'habitants. Les salaires y sont généralement insignifiants et les hôpitaux bondés manquent de médicaments. A cet effet, les dirigeants congolais sont pris au piège de leur aisance matérielle et de l'illusion d'accéder facilement aux soins adéquats (Murhega, 2020). Un autre problème crucial reste le budget alloué au secteur de la santé. Le plus souvent, « ces budgets imaginaires et peu réalistes, échouent dans son application de résoudre le problème de santé et de maintenir la dynamique du progrès du secteur de la santé » (Muhima, 2022).

Pour mémoire, le Gouvernement Ilunga Ilunkamba n'avait réservé à ce secteur qu'environ 7,6% du budget, et son successeur Sama Lukonde n'a pas prévu mieux que cela. C'est donc des chiffres qui sont bien loin d'atteindre l'objectif de 15% que l'ensemble du continent s'était fixé à Abuja en 2001, et du plan 2019-2022 qui vise l'augmentation du budget consacré à la santé de 7,6 à 8,6% (<https://www.globalfinancingfacility.org>). La majorité de la population exerce dans l'informel, et ne possède pas de bourses assez importantes pour couvrir les besoins sanitaires. Elle trouve des raccourcis à travers des moyens peu crédibles, avec toutes les retombées pouvant compromettre la vie. L'automédication ou le recours à des plantes médicinales dont les posologies oscillent entre subjectivité et hésitations et overdose, prend en charge les couches défavorisées. La bataille pour une survie contre la covid-19 s'incruste dans une sorte de lutte de classe, qui par ailleurs a changé de fusil d'épaule.

Il s'avère que dans les hôpitaux congolais, une sorte de discrimination « sanitaire » y a élu domicile. On observe que l'accès à certaines salles de traitement « spécialisées », même pour attirer l'attention du corps médical sont monnayés par des fortunés du pays. Dépourvu de moyens, le sort de démunis semble être scellé par le supplice de la mort qu'impose Covid-19. On a eu l'impression que « l'argent » était le critère de vie/survie ou de mort dans les hôpitaux congolais. Heureusement ou malheureusement estime Mpala Mbabula, « personne ne peut corrompre la MORT. Ainsi emporte-t-elle qui elle veut sans tenir compte du rang social. COVID-19 nous rappelle le sens de l'égalité humaine : égaux, nous naissons tous nus comme le disait le philosophe italien Antonio Gramsci. Égaux, nous mourons tous sans rien emporter de la terre » (2020).

Les difficultés liées à l'alimentation sont par ailleurs, la conséquence de la détérioration d'une situation qui englobe plusieurs problématiques. L'intensification des conflits armés et intercommunautaires ayant pour incidence directe, des déplacements massifs de population vers des zones considérées épargnées. Kinshasa, Lubumbashi, comme le grand Bandundu voisin, ont connu d'importantes vagues de populations du Kasai, ayant fui les atrocités causées par le phénomène Kamwina Nsapu. Le déplacement massif des populations et leur concentration à la recherche d'asile de paix, (Muadimanga, 2019 ; Ngalamulume, 2021) a fragilisé l'activité agropastorale au point que des terres arables ont été abandonnées au profit du néant. Ainsi le circuit de production et

de consommation ayant été impacté terriblement, certains grands centres urbains ressentent le déséquilibre alimentaire. Ce qui tendrait vers la massification de formes anémiées, d'autant plus que le pays ne dispose pas d'assez de réserves stratégiques, et les grainiers susceptibles de secourir en cas de disette, semblent être fantaisistes depuis plusieurs années. Ici, intervient encore la notion de lutte des classes sociales, elles s'expriment sous forme des manifestations politiques et sociales afin de défier la COVID-19, car « un ventre affamé n'a point d'oreilles ». Les conséquences sont souvent incalculables estime Banywesize : « quand les uns, parlementaires, politiciens au pouvoir ou assimilés, mangent et que les autres, le « petit peuple » formant la majorité silencieuse, regardent comment on pille le pays, comment on détourne les fonds destinés au social, comment ils sont « délaissés » socialement, ainsi naîtra une révolution qui ne dit pas encore son nom. Ils sont dans la rue sans poser des gestes barrières. Ils en ont marre, trop c'est trop ! (<http://www.louis-mpala.com/>).

Paradoxalement pour une certaine bourse, le confinement a été perçu comme une période de repas de fête, et pour d'autres qui dépendaient du revenu de la débrouillardise journalière « taux du jour »¹, un carême drastique. La demande de consommation qui augmente dans les deux catégories sociales, a provoqué le relâchement dans l'application des mesures de distanciation physique (pour ne pas dire sociale et solidaire). Ce comportement qui, pour le moins, se justifie par l'assouvissement d'un besoin biologique, pourrait mener à un « effet rebond » vers une consommation boulimique comme forme de compensation pour cette période plus austère (M. Sahakian, 2020 : 60). Des études parallèles montrent que le besoin de consommation augmente de plus de 60% lorsqu'on est à domicile. L'envie de grignoter constamment contamine parents et enfants, et toute la maisonnée n'arrête pas de fréquenter le réfrigérateur pour assouvir cette envie.

A côté de tout cela, l'on peut remarquer l'absence d'un plan national efficace de relance de l'agriculture, qui cloue le pays à l'importation des plusieurs denrées alimentaires. Le cas de Lubumbashi qui importe du maïs et plusieurs autres produits de consommation de base provenant de la Zambie inquiète davantage. En effet, à chaque fermeture des frontières zambiennes, la province du Haut-Katanga est aux abois. La flambée de prix caractéristique d'une économie dépendante de l'extérieure, menace la quiétude des familles et le prix du sac de 50kg de maïs a souvent quadruplé. L'agro-industrie et la manufacture qui sont encore les parents pauvres de l'investissement dans cette province, constate Kyabula Katwe (2020 : 27), occasionne pour cette cause des dépenses des millions à l'étranger pour se nourrir.

La question relative aux voies de communications est un autre handicap de taille qui empêche l'acheminement ponctuel des marchandises vers les grands centres de consommation. L'inexistence ou l'impraticabilité de certaines routes de desserte agricole, le coût élevé du transport aérien, la vétusté de la voie ferrée tant décriée, n'ont en rien permis de décroïsonner les zones urbaines et rurales. La rareté de certains produits crée d'office une flambée de prix qui n'est accessible qu'à une certaine bourse. Kinshasa n'étant pas une zone agricole, la

¹ Expression congolaise qui met en exergue le sens de la débrouillardise pour se trouver un pain quotidien

périphérie du plateau de Bateke, tout comme les provinces voisines du grand Bandundu et du Congo Central qui s'arrogent le privilège de la relève, souffrent de manque de crédits agricoles et des mesures d'encadrement des agriculteurs (Masiala Bode, 2021). La production n'est pas extensive. Même si on peut s'en plaindre, cela est pourtant une réalité : plusieurs provinces du pays ont une alimentation en grande partie dépendante des marchés des pays limitrophes, et sont malheureusement assujetties à leurs caprices intempestifs.

Ce faisant, l'alimentation est synonyme de durs labeurs pour une bonne partie de la population qui n'est pas salariée. La province étant incapable de couvrir les besoins en denrées alimentaires, recourt aux importations massives qui absorbent une grande part de ses devises. A l'heure où les frontières sont fermées, les activités tournent au ralenti, le sort de certaines provinces comme le Haut-Katanga dépendante entièrement de la Zambie et du corridor sur (SADC) semble être scellé. A l'interne, s'il faut s'exercer à plusieurs activités de routine pour espérer se trouver un pain quotidien, avec le confinement imposé comme panacée au Covid-19, cela devient pratiquement impossible aux familles les plus démunies de survivre. Et le pays est en difficulté de colmater toutes ces brèches d'insécurité alimentaire à cause de l'incapacité d'une économie nationale à s'auto-inventer pour s'auto-suffire, ou à conjuguer des efforts permanents afin de trouver de l'équilibre entre l'informel et le formel. Cette crise (Sahakian, 2020 : 60), devrait en substance nous apprendre comment assurer un redémarrage par des modes de consommation et de production plus « durables ».

1.2. La dimension sécuritaire des défis économiques

Les défis économiques sont grands dans la mesure où le pays importe plusieurs produits de l'extérieur. La catastrophe a surgi lors de la fermeture des frontières internationales qui ne permettait plus un flux d'activités génératrices de fonds et la traçabilité de certains biens de valeur. Les douanes et les banques ont fonctionné au ralenti, ou presque pas. Pendant que d'autres entreprises ont momentanément fermé et les employés envoyés en congé technique. Le petit commerce n'existait plus en raison de confinement. La pandémie a mis l'économie à l'arrêt. Elle rappelle ainsi que toute économie est - et a toujours été - encastrée dans l'espace, dans le temps et dans le collectif (J.M. Bonvin, 2020 : 71). Les exonérations qui accompagnent de telles mesures dans le cas des grandes entreprises, permettent à ce que le secteur ne soit lamentablement pas désarticulé par des pertes énormes. C'est entre autres la gratuité de l'eau et de l'électricité annoncée pour la ville-province de Kinshasa, épice de la pandémie en RD Congo. Le secteur de transport en commun connaît également des restrictions qui vont de l'interdiction des navigations et des vols commerciaux, à la limitation du nombre des passagers dans le bus et le taxi urbains et interurbains.

Le manque de mesure d'accompagnement sur ce point, provoque une insécurité susceptible de propager la pandémie. Parfois, on a retrouvé plus d'un passager dans les mêmes conditions qu'avant dans un bus. Il en va de même de la surveillance des frontières nationales, de contrôle aux points d'entrée et de sortie de villes qui relient le pays, et de la surveillance de populations dans les différentes zones isolées. En clair, il s'agit de souligner que les défis sécuritaires

sont l'émanation d'une surenchère : l'incivisme notoire du peuple congolais et de services de sécurité. Si dans la partie Est du pays, l'insécurité provoquée par les groupes armés a contribué largement à l'expansion du virus Ebola, dans le reste du pays cette insécurité est provoquée par la faim et la recherche des solutions de survie. Ce qui démontre que sur tous les plans, le confinement a posé de sérieux problèmes d'adaptation aux familles congolaises essouffées depuis plusieurs années par la précarité de vie. Et ce que l'on peut redouter de plus dans le contexte d'une économie capitaliste résiliente (M. Sahakian, 2020 : 60), c'est le retour à la normale qui pourrait être un retour au pire, en donnant la priorité à une forme de croissance économique désencastrée des enjeux sociaux et écologiques.

La mentalité congolaise en général est bâtie entre autres sur les valeurs sociétales à travers lesquelles l'Africain exprime son être et le communique à l'altérité. Le lien intrinsèque qui caractérise l'expression d'une existence qui se polarise sur l'altérité insiste sur l'hospitalité, le désir de compagnie, les visites familiales etc. Lors de l'occurrence d'Ebola à l'Est du pays, ces valeurs sociales ont contribué énormément à l'avancée de l'épidémie. La même tendance a refait surface pendant la Covid-19 malgré la sensibilisation autour des gestes barrières et de distanciation sociales. C'est avec raison que B. Debarbieux estime que cette irruption soudaine des normes sanitaires mondialisées, celles qui précisément confèrent une certaine universalité à la distance sociale et au confinement, pourrait bien interférer avec des pratiques culturelles bien différentes et les influencer (2020 : 122). Or la question de l'universalité et de la normativité de la distance sociale des injonctions sanitaires face à la culture locale, invite à réfléchir aux effets possibles, sans doute différenciés. Il se pose là un double problème de perception du risque personnel de la pandémie et l'intransigeance de la culture du milieu. A ces propos R. Luneau soutient que :

« L'Africain recourt facilement à sa tradition lorsqu'il est dans l'incapacité de résoudre certains besoins primaires : la nourriture, la santé, la sécurité. L'homme africain (...) sera toujours tenté de revenir à la tradition des Anciens comme ce fut autrefois le cas dans nos sociétés rurales ». (2002 : 183)

Cette conception réductible jugée incongrue par plusieurs Africanistes anti impérialistes², éclaire en partie l'ensemble d'hypothèses que nous soutenons : l'Africain est essentiellement un « être de relation » (Ngwey Ngonda 2001 : 11-21) et la tradition qui le définit est en elle-même, un réseau des relations qui exalte les valeurs éthiques auxquelles il a toujours fait référence dans certaines circonstances de la vie. Le déplacement qu'effectue un frère, un ami qui provient de loin, qu'il soit malade ou pas, est un motif de fierté et de communion familiale. C'est sous cet angle que la quarantaine, exigée comme mesure d'observation à l'endroit des ressortissants de pays touchés par la pandémie, n'a pas bien fonctionné. Du désir ardent à vouloir pérenniser une actualité familiale, tout un pays peut être compromis. Ce type d'hospitalité

² Nous citons ici KALAMBA Nsapo — dans *Fatigué d'être Africain ?*, Paris, Menaibuc, 2006, p. 25 —, qui a donné une belle réplique au missionnaire dominicain en ces termes : « Ces considérations n'en demeurent pas moins tributaires d'une conception linéaire de l'histoire. Elles rappellent aussi la pensée d'Auguste Comte. Sans oublier Lévy Bruhl qui s'est heureusement rétracté dans une œuvre posthume. Ceci étant dit, *Comprendre l'Afrique* est un ouvrage qui se réduit un peu trop à une compilation de récits sur la sorcellerie, la magie, les rêves et les forces secrètes ou étranges. Pourtant, son auteur est capable de lui imprimer une autre orientation. Ce qui gêne et énerve l'Africain averti, c'est cette simplification de son univers ».

traditionnelle que l'on peut confondre à la compassion, s'exprime généralement selon Weber (cité par S. Kalberg. 2012 : 285-299), à travers les sentiments les plus profonds, intenses et observables,) dans les sphères des relations amicales et de la famille.

1.3. Le défi communicationnel : l'intox et la désinformation sur les réseaux sociaux

Durant sa lutte pour freiner l'expansion du coronavirus, le Gouvernement a rencontré un obstacle rigide : les rumeurs et les fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux, qui ont favorisé simultanément la méfiance et la défiance d'une partie de la population. Or, estime F. Gamba et al., il est imprudent de gérer une crise sanitaire, pandémique soit-elle avec la déclaration selon laquelle « tout est sous contrôle » alors que, dans le même temps, les informations quotidiennes nous disent le contraire. (2020 : 15).

1.3.1. La rumeur comme source de défiance et de méfiance

De l'avis de plusieurs théoriciens la rumeur est un phénomène social (Durkheim, 2010 : 108) de fois difficile à cerner et ne faisant pas unanimité conceptuelle (Reumaux, 1990 : 141-159) malgré tout l'engouement depuis la Seconde Guerre mondiale (Froissart, 2002). Considérée comme « ce plus vieux media du monde » (Kapferer, 2009), la rumeur entraîne toujours un flou conceptuel et des ambiguïtés conceptuelles demeurent (Difonzo, et Bordia, 2006 : 23-45). La rumeur est une information inexacte ou exagérée, dissonante selon la distance et le mode de transmission de l'émetteur. La transmission peut être directe par le mode de bouche à oreille et indirecte, via un média informationnel (télévision, presse écrite, réseaux sociaux).

Or, le lien entre la fiabilité des éléments diffusés au public et l'endiguement d'une épidémie est crucial. Les données et enquêtes communiquées par les pouvoirs publics doivent convaincre le public au risque de susciter de doutes, l'abandon des mesures de prévention, voire la contestation des explications officielles (S. Salerno, 2020 : 55). Ce petit détour nous permet d'appréhender le mode indirect et non critiqué de l'information, que balancent souvent les réseaux sociaux qui est un carrefour de « tout » et du « tout ». Les rumeurs véhiculées actuellement sur le covid-19, se situent toutes au prolongement presque identique, de celles qui ont développé la réticence populaire pendant l'épidémie d'Ebola à l'Est du pays : vente des cadavres, dilapidation et détournement des fonds, commerce de vaccin, hégémonie néo-colonialiste etc. Les tendances radicales et semi-radicales se bousculent d'une part, pour la reconnaissance ou non de la pandémie, pendant que les différents traitements sont proposés. D'autre part, les suspicions portées sur les théories complotistes d'avoir importé Ebola et d'en faire un business, sont fraîches dans la mémoire de ceux qui y voient le déploiement d'un même schéma avec le Covid-19.

Dans le contexte congolais, les rumeurs ont été déclenchées par le scénario proche de la construction d'un film Hollywoodien. Ces rumeurs ont entouré l'annonce d'un premier cas déclaré positif au Covid-19 à Kinshasa. Les

hésitations et le flou entretenus par le ministre national de la santé autour de la nationalité du premier malade, les réfutations de ce dernier et de plusieurs autres cas déclarés positifs soutenus par certaines autorités provinciales, l'empressement des responsables de l'INRB à importer un vaccin expérimental alors que plusieurs protocoles locaux sont proposés. Cet état d'imbroglio a laissé un suspens sur la présence réelle de la maladie sur le territoire congolais, encore qu'un secret médical protège scrupuleusement les identités des malades et des victimes de ce virus.

Ce chef d'accusation qui apparaît toujours similaire à la rumeur d'Orléans se renforce ostensiblement dans des milieux familiers (proches, groupe social d'appartenance etc.) où les rapports de confiance sont forts (Morin E, 1969). Ces rapports sont davantage renforcés par l'avènement du numérique, devenu pour les individus un milieu favorable à la ritualisation de moments, dès lors que la solitude et l'incertitude frappent fort, et à garder l'appartenance à une communauté. Se rencontrer et échanger en ligne permet non seulement de reproduire la présence de celui qui est loin, inatteignable, mais aussi évite, autant que possible, l'interruption de la communication des émotions (Gamba F, *op. cit.* 105). Si l'émotion se prête bien à la rumeur, on retrouve dans son contenu des éléments semblables au recensement effectué par Robert H. Knapp que cite Patrick Scharnitzky (2007 : 35-48) et Champion-Vincent & Renard (1992 et 2002) mais aussi tous les éléments classiques : la peur, le mystère, l'irrationalité, le racisme, etc. (Froissart P, 2002 : 198).

Dans un contexte congolais dominé par la religiosité et l'emprise de la tradition, les rumeurs sont susceptibles de développer un éventail d'opinions et d'idées préconçues, et d'accroître la probabilité des croyances qui proposent de se substituer aux connaissances rationnelles (Scharnitzky P, 2007 : 35-48) et de faire du Covid-19 un mythe. L'interdiction d'organiser et de participer aux funérailles est vécue comme une « violence de l'absence et de la mémoire » une décision qui favorise une forme de désocialisation de la douleur et ne permet guère d'honorer la mémoire du défunt pour affronter sa disparition. La symbolique même du rituel funéraire est la satisfaction à un besoin anthropologique irrépressible, parce qu'il permet à la communauté de se séparer du défunt, de revenir au quotidien et de transformer sa douleur en mémoire. Il a donc une haute valeur symbolique individuelle, familiale et sociale. Ainsi, empêcher cette élaboration est une violence qui triple la douleur de la mort, car, à la douleur de la perte, s'ajoutent celles de n'avoir pas assisté à ses derniers instants et de n'avoir pas pu lui adresser un dernier salut (Gamba F, 2020. 107). Des frustrations vécues comme des trahisons depuis la lutte contre Ebola, et qui s'accroissent à l'ère de Covid-19 pour formater la rumeur autour du commerce des cadavres ou de non existence de la maladie. La Covid-19 tue comme le montre le nombre des morts mis à jour et communiqué quotidiennement dans le bulletin du ministère national de santé, mais les corps qui correspondent à ces chiffres sont absents. Il faut à cet effet apporter un démenti, soit clarifier les vues, soit juguler catégoriquement l'expansion de la rumeur qui comme l'affirme le Docteur Muyembe (cité par Ekambo D., 1996 :

165-174) est un virus « virtuel », dont « le degré de contagion s'est toujours révélé de loin plus élevé que celui du virus lui-même ».

1.3.2. Le démenti et la lutte contre l'infodémie

Dans le décor d'un malheur collectif, quel qu'il soit, catastrophes naturelles (séisme, tsunami), accident technologique (accident d'une usine chimique ou d'une centrale nucléaire), guerres, attentats terroristes, épidémies mortelles, etc., Eveline Josse (2020 :2) fait remarquer que les fake news et les théories conspirationnistes naissent quasi inévitablement au sein des populations inquiètes, vivant un cocktail particulièrement expositif (Elsa Jaubert, Dolbeau-Bandin. 2020 :2) : angoisse face à une maladie inconnue, peur face à sa vitesse de propagation, incompréhension face aux mesures prises par les autorités, désarroi face à une communication officielle erratique. Les ingrédients ne sauraient être meilleurs, ce que confirme Héléne Romeyer (2020, <https://larevuedesmedias.ina.fr/covid-19>) spécialiste des médias :

« Tout est donc réuni pour favoriser la désinformation et les rumeurs : on ne maîtrise pas le virus, on ne le comprend pas complètement, il vient d'un pays qui n'est pas transparent et l'usage des réseaux sociaux est très développé. L'explosion de l'offre et des outils médiatiques fait que cela prend très rapidement une proportion très importante, et les témoignages individuels pèsent parfois plus lourd que les discours d'expertise » ou qu'une démonstration argumentée. (L. Merzeau (2017. cité par E. Jaubert, C. Dolbeau-Bandin, 2020 : 6).

Pour Tedros Adhanom Ghebreyesus³, l'infodémie est la pandémie d'infox au sujet du coronavirus. Elle est véhiculée par internet et les réseaux sociaux qui jouent un rôle important dans la création et la diffusion de ces fausses informations. La conséquence directe, hormis la crise déjà déclenchée, est la survenue incontrôlée de nombreux échanges d'informations. Plus le volume d'information échangé est important, plus le risque de nouvelles erronées et de rumeurs s'accroît. Et celles-ci enflent rapidement.

La gestion du démenti qui intervient dans la lutte contre les fausses informations, fonctionne généralement comme une information qui prouve le non fondement de la rumeur pour annuler son pouvoir de propagation et d'endoctrinement. Cependant, cela doit être géré avec aisance et dextérité pour éviter des erreurs et l'effet boomerang du démenti. Si ce démenti est précoce, il y a l'éveil de soupçons de culpabilité, aveu d'auto-défense, preuve de justification ou de confession. Si cela intervient tard, sa circulation est souvent moins rapide que la rumeur elle-même qui, en ce moment, est bien trop solide et ancrée pour être bousculée (*Idem* : 165-174).

Cependant cette démarche peut être différente dans le cas où le sujet communicant, est par lui-même, responsable d'une communication incendiaire qui suscite des rumeurs et de soupçons de tout bord. Le point de presse du Docteur Muyembe, annonçant la candidature de la RD Congo à l'expérimentation du vaccin contre la Covid-19 (<https://www.financialafrik.com/2020/04/04/>), est

³ Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dans une communication datée du 2 février 2020.

un cas de figure qui a enflammé la toile. La panoplie de chef d'accusations et leur complexité ont fini par exhumers les controverses antérieurement enregistrées autour du choix des vaccins Johnson et Johnson et Merck contre Ebola. Face à une perception de l'existence de la pandémie très amoindrie (Target 2020), qui d'ailleurs si elle existait peut être soignée grâce à la pharmacopée comme l'indique le titre de cet article de Mbah Mekem et Sidje Jonas (2020), au sous-titre évocateur : « COVID-19 : La contribution de la médecine naturelle. Le COVID-19 : l'Afrique et les noirs africains peuvent combattre victorieusement le COVID19 avec des produits naturels et aider tous les pauvres et démunis du monde entier à en faire autant ».

Une telle perception a renforcé davantage les rumeurs autour de l'existence d'une guerre biologique dont certains laboratoires sophistiqués cherchent à enrôler des cobayes d'essai au vaccin. Face à de telles accusations, que ce soit sur les médias ou sur les réseaux sociaux, « il est conseillé premièrement de s'abstenir de démentir dans la précipitation et d'éviter d'exploser. La raison est simple : il faut pousser les porteurs de la rumeur à vider tout le fond de leurs argumentations. Cette attitude donnerait par ricochet, une possibilité au temps et à l'espace, d'étouffer ou de consommer naturellement les fausses informations ; et à l'incriminé lui-même, la dextérité d'organiser une sortie médiatique véritablement offensive et non défensive. Autant l'information a une durée très éphémère, autant les fausses informations obéissent à la même logique si on se comporte indifféremment » (Ibimi Ngambun, 2022).

« Plus on a tendance à se défendre, plus les rumeurs deviennent ces vérités d'histoire qui alimentent les conversations dans l'espace public, s'interprètent et se racontent par chacun, en fonction de ses codes moraux ou de son éducation. À ce niveau, même les vérités les plus évidentes s'assombrissent dans le fossé de contre-vérités qui nourrissent l'actualité sur la toile. Le choix du média pour apporter un démenti est non seulement une obligation déontologique, mais c'est aussi une preuve de maîtrise des exigences de la communication de crise et publique. Déplacer le débat par médias interposés, accroît à juste titre la propagation des rumeurs qui deviennent des nouvelles informations pour certains publics non concernés au départ » (Ibimi Ngambun, 2021).

À force de vouloir se défendre et d'apporter son démenti par biais des plusieurs médias, le démenti passe pour un facteur de rebondissement de la crise. C'est donc à tort que le responsable de l'INRB a choisi la chaîne nationale pour éclairer l'opinion sur ses vraies motivations d'importer le vaccin, sans éteindre la flamme allumée par ses propos sur les réseaux sociaux. Ce point de presse a probablement nourri et confirmé davantage, les allégations autour du business caché derrière ce virus, et montré à quel point la stratégie de communication de la coordination de la riposte, ponctuée par l'interventionnisme cascadi des autorités nationales et provinciales, oscille entre précipitation, rétropédalage et provocation. Des attitudes qui peuvent empoisonner la relation dans la triangulation autorités publiques, équipe de riposte et populations. Cela d'autant plus que le fond et la forme de la communication sont jusque-là peu convaincants et peu responsables.

2. Enjeux pour une communication responsable

Pour qu'une communication soit qualifiée de « responsable », elle doit tenir compte de son impact environnemental, social et sociétal, notamment vis-à-vis du message transmis et du support utilisé. Il s'agit donc à la fois, d'être responsable d'abord sur le fond du discours de sensibilisation, publicitaire ou de tout message à destination d'un public ciblé (Parguel, 2010 :120-123). Ceci ne semble pas avoir été le cas dans la communication publique organisée visiblement à l'emporte-pièce par les structures congolaises habilitées à la cause.

2.1. Les écueils du discours de sensibilisation : l'incommunication

On sait que les mesures barrières sont opportunes et salutaires, elles se sont révélées de meilleures stratégies pour réduire la chaîne de contamination. Mais leur annonce tardive, baignée dans un fond d'explication hésitant et sans mesures d'accompagnement, a connu plusieurs ratés sociologiques (Deskeco, 2020, <https://deskeco.com/2020/04/21>), ayant pour corollaire une explosion de doute et de suspicion sur l'existence de la maladie à Kinshasa d'abord, et en suite dans le reste du pays. Dans le fond, ces mesures prises dans la précipitation n'ont pas été responsables par exemple, pour expliciter et matérialiser le souhait du Chef de l'Etat Félix A.Tshisekedi de voir à travers un monitoring stratégique, la commission multisectoriel piloté par le premier ministre, « suivre personnellement le tableau d'affectation des fonds décaissés. Ces fonds serviront non seulement aux soins des malades, leur hébergement et leur restauration dans les bonnes conditions, mais aussi à la prise en charge des policiers commis à cette tâche, aux recherches en cours et à la motivation des Experts du Comité de pilotage » (Actualité.cd, 2020, <https://actualite.cd/2020/03/23/>).

Cependant, les cris de détresse fort médiatisés du premier malade abandonné avec son épouse, sans une quelconque assistance dans une structure hospitalière de Kinshasa, autre que celles retenues pour héberger les malades atteints de la Covid-19, est suffisant pour comprendre que le Chef de l'Etat avait prêché dans le désert. On signale également dans cette confusion, l'absence des mesures compensatoires s'appliquant telle une pédagogie ou d'une coercition régulée par les services attitrés. La police qui a été de moins en moins pédagogue sur plusieurs flancs, ne semblait véritablement pas comprendre son rôle et pour ce faire n'a pas prêcher par l'exemple.

S'agissait-il pour elle de surveiller la population et leurs biens, les renvoyer à domicile pour faire respecter le confinement ou, monnayer la circulation et rançonner les récalcitrants ? Les différents épisodes de confinement total, que ce soit à Kinshasa ou à Lubumbashi, ont montré la porosité des barrières érigées dans les différentes grandes artères de ces villes, des barrières pourtant gardées par la police nationale. Ce déboire policier a fait échapper à un bon nombre de Congolais la prégnance de gestes barrières et le vrai sens du confinement. Il s'agissait de « rassurer la population concernant la capacité de l'État à maîtriser la situation sanitaire d'une part, et de produire du consentement politique à une mesure aux coûts très élevés en termes économiques et de libertés publiques d'autre part » (Boussagnet L, F. Faucher, (2020). L'exigence de la responsabilité communicationnelle permet à cet effet,

de communiquer sur des thématiques responsables, c'est-à-dire claires et précises, accessibles à l'intelligibilité basique, même du Congolais le moins doué.

Par ailleurs, la communication responsable attache une grande importance au message qu'elle transmet et utilise dans la mesure du possible des supports dits « écoconçus » (Parguel, 2010 :120-123). Eco-concevoir ses messages de communication, c'est veiller au respect de deux grands principes :

- le message ne doit pas induire en erreur le récepteur du message de sensibilisation ou le consommateur d'un produit, sur certaines dispositions à prendre. Il doit promouvoir les qualités environnementales de ces dispositions ou d'un produit : l'utilisation de l'argument écologique doit répondre à des critères fondamentaux le justifiant, afin de ne pas transmettre de message erroné, ou de susciter de confusion chez l'interlocuteur.

- le message ne doit pas inciter à avoir un comportement non écoresponsable ; car les messages peuvent aussi avoir des impacts environnementaux en représentant et donc véhiculant certaines valeurs et comportements.

« Les communiqués relatifs aux confinements ont posé beaucoup de problèmes d'appréhension aux Congolais, à cause de messages initiaux ambigus et dubitatifs. A Kinshasa, à plusieurs reprises, les sorties médiatiques du gouverneur Jeantiny Ngobila pour annoncer un confinement créent des inquiétudes au sein de la population. Il est reproché au gouverneur de ne pas tenir compte de la complexité sociopolitique et économique de la ville province de Kinshasa, de surcroît, siège des institutions de la République. Ce faisant, le devoir de consultation et d'information de la haute hiérarchie s'impose à toute tentative de prise de décision d'intérêt provincial. Confronté à cet effet à deux défis majeurs — le défis de l'incertitude du lendemain du Kinois caractérisé par la débrouillardise (taux du jour), et celui du respect de la haute hiérarchie —, Ngobila ne pouvait que rétropédaler pour préalablement mieux préparer les populations, et s'inscrire définitivement dans la logique d'un confinement écoresponsable » (Ibimi Ngambun, 2022).

La pesanteur de risque de ces décisions prématurées a eu des impacts remarquables sur une économie sectorielle basée essentiellement sur le secteur informel. L'annonce de la fermeture du grand marché de Kinshasa dit « Zando » qui emploie plus de trente mille marchands, sous prétexte de prévenir la chaîne de contamination, n'a pas eu un écho favorable auprès des usagers de ce lieu de négoce. La dure épreuve d'incompréhension pourrait avoir des incidences graves quant à la gestion du quotidien de ces futurs « chômeurs » assignés à résidence. A ces propos, Ibimi Ngambun rappelle que « les épisodes malheureux de pillages de 1992, ne justifient pas simplement le sabotage et la désolidarisation d'un peuple harassé du monopartisme, mais en réalité de la faim et de l'incertitude du lendemain qui menaçait le Kinois. S'il faut craindre le Kinois lorsqu'il a faim et mesurer l'envergure de ses dégâts, il a fallu judicieusement à Ngobila d'emprunter les arguments écologiques (assainissement des pavillons et de tout le marché) pour justifier la fermeture de cet espace commercial afin de capitaliser l'enjeu de captation de son message » (2022).

A Lubumbashi, par contre, les messages de confinement, au-delà de spéculation du prix des denrées de première nécessité qu'ils provoquent comme principal corollaire, font paraître une « réductibilité analogique » à laquelle la

population se livre pour comprendre le sens du confinement décrété par le Gouvernement provincial. Si les instants qui suivent l'annonce de confinement exposent à un haut risque de contamination massive dans les supermarchés, marchés et transports en commun à Lubumbashi, « les coïncidences malheureuses ont fabriqué une autre grille de lecture et du coup, renforcé une perception de plus en plus erronée de la pandémie. Le confinement de juin a été une aubaine pour l'évasion spectaculaire du rebelle Gédéon Kyungu Mutanda, de la résidence où il était assigné au Plateau Karavia, un quartier résidentiel de la ville de Lubumbashi. Recherché par le service de sécurité, ce récidiviste rebelle imprévisible, a toujours constitué une « vraie menace » pour les populations du grand Katanga. Toute alerte d'incursion en son nom, ou au nom de ses alliés Bakatakataka, un mouvement rebelle qui milite pour l'autonomie du grand Katanga comme pays, crée une panique générale » (Ibimi Ngambun, 2022).

Cependant, le deuxième confinement général de quatre jours est annoncé après que sur les réseaux sociaux font circuler des messages qui alertent sur une prétendue incursion des insurgés identifiés au Bakatakataka le 30 juin. Ils prévoient l'érection de leur drapeau à la place Moïse Tshombe, en plein centre-ville de Lubumbashi. A la même date, était annoncée aussi une marche pacifique du regroupement *Ensemble pour la République de Moïse Katumbi Chapwe*, qui prévoyait également de tenir un discours à la place Moïse Tshombe. A la surprise générale, Katumbi (ER) et Muyambo (Scode) sont cités nommément dans ces messages audios par le représentant des rebelles qui les invite à annuler leur activité jugée encombrante et inopportune à cette date choisie aussi pour la création d'un « nouveau Katanga » (<http://www.obervers.france24.com/2022/5/16>)

Ainsi de peur que le symbolisme historique du 30 juin soit désacralisé, le Gouvernement provincial décrète un confinement qui sera partiellement boycotté à Lubumbashi, et pour le reste des jours, boycotté à Kasumbalesa et Kipushi. Ces populations placées sur le corridor sud, constituant une porte d'entrée et de sortie de la zone SADC, ont été traumatisées par une sorte de stigmatisation légendaire arguant que plusieurs maladies ou épidémies passent par là. Ainsi, les dispositifs sanitaires renforcés dans les deux frontières, ont ralenti le petit commerce qui ravitaille ces populations, et provoqué par la suite un déséquilibre social (En l'absence des cas déclarés massivement positifs, ces populations frontalières exacerbées comme d'ailleurs partout en RD Congo, ont exigé des explications fondées pour lesquelles elles doivent être confinées. Ce qui montre que la plupart des messages qui annoncent le confinement ne sont pas clairement et sagement conçus, pour s'inscrire véritablement dans le contexte de la lutte contre la covid-19, ou cachent des motivations politiciennes. Ralliée à la politique, où l'imaginaire collectif congolais appréhende ce terme en fonction de supposés et de sous-entendus que sa pratique dégage au quotidien (mensonge, vol et enrichissement illicite, hypocrisie, trahison...), l'existence de la pandémie en sol congolais est acceptée à 10% (Target Sarl, 2020). La communication responsable devrait en ce sens produire deux types de messages. Il s'agit de messages sur la perception du risque personnel ou individuel, et sur la perception du risque communautaire.

2.1.1. Perception du risque individuel

L'entité ou la source du message doit rechercher avant tout à comprendre si, l'individu au bénéfice de qui les messages et les actions de sensibilisation sont menées, possède des aptitudes et attitudes nécessaires pour changer de comportement sous l'impulsion d'un fait. Est-il capable par exemple, d'adopter un nouveau mode de comportement qui lui est dicté par le plan d'action de sensibilisation mise en place par la coordination de la riposte à la covid-19 ? Le changement de comportement attendu est souvent lié aux facteurs psychologiques de la cible du message.

A ce stade de « l'inaction » ou de la « non-implication », la personne ne reconnaît pas ou ne réalise pas qu'il y a un problème à partir duquel il peut être à la fois porteur et propagateur. Souvent la personne ne se sent absolument pas concernée par le problème écologique et encore moins du danger que cela représente dans la vie ou dans l'entourage direct. Le comportement du président Trump et de son homologue brésilien, ont montré qu'il est très difficile de tenter un changement de comportements à ce stade de « contemplation » car la personne est d'emblée réticente à tout changement, ayant tendance à nier le problème ou à rejeter la faute sur les autres. Le vrai virus devient le scepticisme qui contamine en boucle des milieux familiaux et professionnels, pour se répandre largement dans tout le pays. Le danger que représente ce stade, est qu'à partir d'un individu réticent, leader d'opinion ou décideur soit-il comme l'ancien président des Etats-Unis Donal Trump, et Magoufuli de la Tanzanie, toute la communauté peut être contaminée. La non implication ou la pré-intention peut individuellement et collectivement se faire ressentir dans une sorte de déni populaire allant jusqu'à une certaine révolte.

« Une communication responsable à ce stade de la non-implication individuelle et pour valoriser la perception du risque, doit davantage informer et convaincre. Au-delà de son exclusivité réservée aux techniques marketings et publicitaires, informer et convaincre s'applique aussi bien aux techniques écologiques qui recherchent le changement de comportements. Il peut aussi employer des techniques de persuasion, mais en général sa spécificité reposant davantage sur les faits, s'insère dans la logique de la communication responsable qui exige des faits réels et vérifiables. Tandis que convaincre cherche à appeler l'émotion du sensibilisé ou du consommateur afin de conclure un pacte social, celui de l'adhésion au message du changement de comportement » (Ibimi Ngambun, 2022).

2.1.2. Perception du risque communautaire

Par communauté, il faut entendre l'ensemble des entités décentralisées (village, chefferie, secteur, district et province). C'est souvent une zone ciblée par la structure sensibilisatrice pour mener ses actions de terrain ou vulgariser les messages d'adhésion et de changement de comportement. C'est dans ce sens que toutes les provinces et les grandes villes du pays ont constitué chacune une communauté type dirigée par le gouverneur de province, les maires et les administrateurs de territoires, les chefs de cité et village.

La perception du risque à ce niveau, vise à comprendre si l'entité décentralisée est à même de s'auto-évaluer partant des sensibilisations d'épidémies antérieures, et d'actualiser ces acquis. On peut se poser plusieurs questions, c'est entre autres celles qui cherchent à savoir si la communauté peut prendre des initiatives réfléchies qui appuient l'observance des gestes barrières ou les pratiques familiales et cela au profit de la communauté tout entière ? Est-ce que la communauté peut évaluer la mise en œuvre des pratiques familiales pour se prendre réellement en charge ? La RD Congo a connu plusieurs épisodes d'épidémies, Ebola, choléra, rougeole, etc. et les a toujours vaincues. Si les dispositifs de prise en charge et de l'observance de gestes barrières sont similaires, il y avait lieu que le cas Covid-19 ne pose pas de problème à un peuple dont l'occurrence des épidémies est devenue un fait social.

Pour ce faire, la communication devrait préconiser le changement social, c'est-à-dire pousser les communautés locales à une réelle prise en charge et à la définition des objectifs capables de permettre une évolution locale. Il s'agit concrètement de mettre la communauté face à son propre sort, le sort qu'elle doit changer en rapport avec les nouvelles méthodes de prise en charge individuelle, familiale et communautaire : lavage des mains, port de masque, distanciation sociale et confinement.

Compte tenu des aléas socioculturels susceptibles de remettre en cause la motivation et l'engagement à tout moment, la stratégie de l'engagement des leaders du milieu dont parle Gérald Baril est vivement sollicitée ici. Elle consiste à intégrer, dans le cadre d'une intervention de promotion de la santé, la participation active de leaders communautaires (chefs traditionnels, responsables religieux et politiques, leaders de la société civile...), personnes non professionnelles, rémunérées ou non (Baril, 2016 : 8). En raison de leur lien privilégié avec la population ciblée, en tant que pairs, ces leaders communautaires doivent s'ouvrir préalablement à un dialogue et à l'échange d'information sur la maladie et son mode de transmission, avant d'apporter une contribution particulière à l'intervention.

En plus de renforcer le changement de comportements, la stratégie peut viser le renforcement de la capacité des mêmes personnes à agir collectivement pour susciter des changements environnementaux dans leur communauté (Baril, 2016 : 3). Une autre option fondamentale est celle de procéder par mimétisme : les anciens malades guéris doivent être impliqués dans les équipes de sensibilisation. Non seulement ils montrent par l'expérience que le changement est possible, qu'il est positif, que ça marche... avec des témoignages et des retours d'expériences qui donnent envie (Nature Humaine, 2009, cité par Baril, : 3), mais aussi, cet aspect renforce la communication responsable qui exige qu'au niveau de la forme, que l'on communique sur des arguments vérifiables et réels.

3. La forme du discours et les éléments métacommunicationnels

En ce qui concerne la forme, la communication responsable exige que l'objet de la communication soit honnête et vérifiable, respectueux de l'environnement de la société, tout en étant efficace d'un point de vue relationnel. Or sur ce point, ce que d'aucun a qualifié de communication hasardeuse du ministre de la santé a jeté le pavé dans la marre. Outre ses

hésitations inexcusables sur la nationalité du premier contaminé et le déni de ce dernier sur son état, le ministre de la santé s'est d'abord approprié seul la gestion de la covid-19 durant plus de vingt et sept jours. Il a communiqué sur le coronavirus en RDC à travers son compte Twitter privé (@LongondoEteni, non certifié et donc susceptible de piratage), alors que @MinSanteRDC/Twitter est le compte Tweeter mobile dont dispose le ministère de santé. Avec 40 millions d'abonnés mobiles et 16 millions d'internautes, le tout sur 91 millions d'habitants, comment le compte Twitter du ministre de la Santé devrait constituer l'unique source officielle d'information sur le covid19, à côté des points de presse dramatiques et alarmistes du Docteur Muyembe ? En Suisse par exemple, durant les premières semaines de la pandémie, les publications sur Twitter des acteurs politiques ont permis au Conseil fédéral à renforcer les mesures de protection de la population via des ordonnances (Salerno, *Op. Cit.* : 49). En RD Congo, des études devraient être menées pour évaluer l'impact communicationnel de ces tweets du ministre de la santé et les motivations autour de la centralisation de la communication sur un compte privé.

Hormis le fait que le Chef de l'Etat, reconnaissant les mérites du vaillant docteur Muyembe lors des épidémies précédentes (Ebola) lui confie officiellement « la coordination de la cellule de riposte contre le coronavirus, le ministre de la santé aurait compris le message autrement. Ceci le motive à convoquer un point de presse au lendemain de la diffusion du message du Chef de l'Etat : « le président n'a pas dit que le Docteur Muyembe prendra la tête de la riposte. Il va prendre l'équipe technique de la riposte et répondra au ministère de la Santé ». Les différents medias invités à ce point de presse, ont compris qu'au fond il y aurait un problème de leadership entre le ministère de santé et l'illustre personnage de Muyembe dont les prouesses sont connues de cette arène. Concrètement, quatre équipes pour lutter contre la pandémie du covid-19 ont été créées à savoir la coordination, dirigée par le ministre de la Santé ; le secrétariat Technique, sous la direction du Docteur Muyembe ; le comité Multisectoriel, présidé par le Premier ministre ; et une « Task force », un groupe de travail composé de conseillers du président dont la coordination a été confiée au Docteur Kamba. Cette multiplicité de compartiment technique a alourdi la machine communicationnelle, au point que certaine décision à prendre ont pris inutilement du temps au profit de la progression vertigineuse du virus.

La tendance à s'accaparer indiscutablement de la coordination de la riposte par le ministre Eteni Longondo, rappelle aussi le contexte de la démission de son prédécesseur le Docteur Oly Ilunga qui dans sa correspondance adressée au Chef de l'Etat, fustigeait parmi tant d'autres raisons avancées, la multiplicité des unités de commandement, susceptible de fragiliser la riposte. Son mérite est d'avoir attiré l'attention de l'opinion publique sur un préalable important : ce qu'en période de crise, l'unicité de commandement est l'une des clés du succès (Libaert, 2015). Cependant sa correspondance a été qualifié de refus de collaboration avec les équipes de riposte, avant de réveiller des soupçons d'une gestion opaque des fonds alloués à la riposte contre Ebola, pour lesquels il a été jugé et condamné par la Cour de cassation en mars 2020 (<http://www.radiokapi.net>). Comme le malheur des uns ne fait pas le bonheur des autres, son successeur le ministre Eteni Longondo a été similairement accusé de megestion de fonds-Covid-19 et condamné à passer plus de 21 jours

à la prison centrale de Makala avant d'obtenir la liberté provisoire en septembre 2021 ([http://: www.okapinews.net](http://www.okapinews.net)). Ces épisodes de tiraillements avec la justice congolaise, a détourné l'attention de la population sur les vrais messages à percevoir dans la riposte et à s'intéresser aux subterfuges.

C'est entre autres les accusations graves contenues dans des vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux, accusant les responsables de la riposte d'acheter les cadavres et de leur imposer la marque « mort de Covid-19 ». Dans plusieurs villes, ces marchandages lugubres ont été signalés, et même de proposer aux individus bien portants d'accepter un internement moyennant un pourboire important. Si cela est évident, l'objectif déclaré serait d'augmenter le nombre des cas confirmés et de décès, afin de prétendre justifier les fonds reçus pour la riposte. Aussi de faire croire à l'évangile de l'hécatombe (pic de la pandémie du mois de mai 2020) annoncé par le Docteur Muyembe, prédiction non réaliste ([http://: www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)). Depuis juin 2021, les bulletins de la coordination de riposte publient des chiffres impressionnants des guéris, et depuis 2022 ce sont plusieurs journées et semaines sans décès de Covid-19 qui sont signalées ([http://: www.stopcoronavirusrdc.info](http://www.stopcoronavirusrdc.info)).

Le professeur Didier Raoult affirme à ces propos que ce soit « les deux gripes aviaires, l'épidémie de grippe H1N1, le SARS coronavirus, le MERS coronavirus, le coronavirus chinois, Ebola, l'anthrax avec le bioterrorisme, la variole, le chikungunya, le Zika. Pour toutes ces maladies, des modèles mathématiques et des prédictions ont été réalisés, qui annonçaient la mort de millions de personnes. Il n'en a rien été, en dehors de l'épidémie de grippe qui a tué comme une grippe ordinaire » (2020 :5). Cette communication alarmiste du Docteur Muyembe oblige d'établir le lien entre l'idéal de la « mort massive » pronostiqué, et la proposition de vaccin annoncé précipitamment en début de riposte. Cela, pour comprendre que c'est le même mode opératoire décrié durant la longue riposte contre Ebola, qualifié « d'Ebola business » qui est réédité durant la Covid-19. Ce mode échoue dans une sorte « d'illusion de la maîtrise de la matière » (Banywesize B, 2020 : 66) et dans un simulacre de détermination à vouloir « prendre soin de nos corps pour protéger l'humain et la vie » (Banywesize B, 2020 : 67)

Ainsi, dans leurs comportements, comme dans les communications désordonnées des autorités congolaises, il se dégage des attitudes qui non seulement traduisent le manque de collaboration dans l'équipe de riposte, mais aussi frisent l'honnêteté et le respect envers le peuple congolais. Ceci est l'émanation d'une crise de l'intelligence révélant « l'énorme trou noir dans notre esprit, qui nous rend invisibles les complexités du réel » (Morin, 2020b :11) et remettant en question le mode de connaissance qui nous a été inculqué. Cette crise de l'intelligence oublie l'écologie de l'action ignorant les intentions du décideur non averti sur les inter-retro-actions du milieu où intervient l'action. L'on doit savoir prévoir l'éventualité de l'imprévu. Devant le dilemme du « principe d'urgence » et le « principe de prudence », l'on est convié à « surmonter partiellement l'alternative en stimulant à la fois les pratiques d'urgence et les protocoles de prudence » (Morin E, 2020b :11).

On peut penser que la communication responsable s'oppose à une communication « irresponsable », dans le sens où le ministère de la santé et l'INRB, ne prennent pas assez en considération les conséquences sociales et

environnementales de leurs comportements, qui est une forme de communication toute faite. Si le marketing traditionnel incite à voir la société comme un ensemble de consommateurs avant d'être un ensemble d'individus, la communication responsable, quant à elle, s'adresse à l'individu dans sa globalité : un citoyen conscient de sa responsabilité envers la société et l'environnement que lui confèrent ses achats. Le rôle d'une telle communication est positif sur la société, d'autant plus qu'elle incite à avoir un comportement vertueux plutôt que de se comporter en destructeur. Elle cherche à renforcer les liens sociaux grâce à un échange entre les différents acteurs concernés par la communication. Il s'agit d'un contrat social que la communication doit remplir au-delà de ses fins commerciales.

Conclusion

Pour tout dire, la gestion de la Covid-19 dans un vaste pays comme la RD Congo, suffisamment visité par plusieurs autres virus homologues, n'a pas montré un caractère responsable. Les structures étatiques chargées de communiquer avec les populations locales, ont - compte tenu de ces analyses - produit un scepticisme dangereux, susceptible de produire des comportements d'indifférence et de réticence face à l'observance des gestes barrières et de l'ensemble de mesures de précaution. Au regard de plusieurs défis à relever pour s'inscrire véritablement dans la dynamique de la lutte contre cette pandémie, la RD Congo a raté de piloter la riposte sur le plan continental.

On y croyait, elle qui a suffisamment montré de la maturité dans la contenance et l'éradication des épidémies comme Ebola sur le plan national et international. En cause, la communication en période de crise, n'a pas été suffisamment mûrie en termes de création d'unicité de commandement et, de création d'une cellule de crise, habilitée à communiquer avec les populations. Le contenu du message ayant posé également de problèmes d'appréhension et d'interprétation, plusieurs communications n'ont pas produit des rétroactions positives. C'est ainsi que la communication responsable a été proposée comme outil stratégique pour entreprendre une communication ayant un contenu honnête, vérifiable, et en adéquation avec l'environnement local. Si ailleurs l'après Covid-19 consiste essentiellement à « réinventer » l'aménagement du territoire » (Dumont et Paponnaud. 2020), il ne va pas sans dire que le contexte congolais dans sa particularité exige de réinventer son système de communication épidémiologique ou pandémique.

Bibliographie

Actualite. CD, (2020), « Covid-19: Entre Muyembe, Ilunkamba, Eteni, qui finalement va piloter la coordination de la riposte? Les précisions du ministre de la santé ». <https://actualite.cd>.

Baril Georges (2016), *L'efficacité de l'engagement de leaders du milieu en promotion des saines habitudes de vie : synthèse de connaissances*. Québec, Institut National de Santé Publique.

Banywesize Mukambilwa Emmanuel (2020), *En finir avec la politique de différence en Afrique. Leçons des mouvements sociaux et de covid-19*, Paris, Ed. du Cygne.

Bonvin, Jean-Michel. (2020), « Les dynamiques productives à l'épreuve du virus », in *COVID-19 Le regard des sciences sociales*, dirigé par F. Gamba, M. Nardone, T. Ricciardi, S. Cattacin, Genève, Seismo.

Boussaguet Laurie Faucher Florence (2020), « Comment Emmanuel Macron a raté son rendez-vous symbolique avec les Français », <http://theconversation.com>

Campion-Vincent, Véronique et Renard Jean-Bruno (1992). *Légendes urbaines, rumeurs d'aujourd'hui*. Paris, Éd. Payot.

Campion-Vincent Véronique et Renard Jean-Bruno. (2002), *De source sûre, nouvelles rumeurs d'aujourd'hui*. Paris, Éd. Payot.

Debarbieux Bernard (2020), « Distance sociale et confinement au temps du covid-19 », in *COVID-19 Le regard des sciences sociales* », dirigé par F. Gamba, M. Nardone, T. Ricciardi, S. Cattacin, Genève, Seismo.

Deskeco (2020), RDC : « Les 10 péchés du Gouvernement dans la riposte contre le covid-19 », <https://deskeco.com>

Difonzo Nicolas et Bordia Praschant (2006/1), « Rumeurs, ragots et légendes urbaines » Contextes, fonctions et contenus », in *Diogène*, n°213, pp. 23-45.

Dolbeau-Bandin Cécile & ELSA Jaubert-Michel (2020). Infox et Coronavirus Covid-19 : une relative contagiosité ? <https://www.hal.archives-ouvertes.fr>.

Durkheim Emile (1999), *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Nouvelles Edition Flammarion.

Ekambo Duasenge Jean-Chrétien (1996), « La rumeur d'Ebola », in *Revue Africaine de Communication Sociale*, Vol.1, N°1 janvier-juin, Kinshasa, FCK.

Froissart Pascal. (2010). *La Rumeur*, Paris, Ed. Belin.

Froissart Pascal. (2002). *La rumeur : histoire et fantasmes*, Paris, Éd. Belin, 279p.

François (Pape) (2020). *La vie après la pandémie*, Citta del Vaticano : Libreria Editrice Vaticana.

Gamba Fiorenza, Marco Nardone, Toni Ricciardi, Sandro Cattacin (dir.) (2020), *COVID-19. Le regard des sciences sociales*, Genève, Seismo.

Gamba Fiorenza (2020), « On ne (sur)vit pas sans rituels », in *COVID-19 Le regard des sciences sociales* », dirigé par F. Gamba, M. Nardone, T. Ricciardi, S. Cattacin, Genève, Seismo.

Gay Renaud et Guillas-Cavan Kevin, (2020). « La gestion sanitaire de l'épidémie de Covid-19 par les États : recettes communes et logiques nationales ». in *Chronique internationale de l'IRES* - n° 171.

Dumont Gérard-François et Paponnaud Francine (2020). *Après le Covid-19 : « réinventer » l'aménagement du territoire*, Paris, Société de Géographie 1821-2020.

Heidegger Martin (1962), *Le principe de raison*, Paris : Gallimard.

Josse Éveline (2020), *Infodémie : le coronavirus à l'épreuve des fake news et des théories complotistes*, <https://www.resilience-psy.com>.

Ibimi Ngambun Benjamin-Junior (2021), « La maladie à virus Ebola dans le nouvel espace public congolais. De la politisation à la dépolitisation de

l'information et de la riposte ». in *Revue Scientifique Paix et Développement (PADEV)*, Kinshasa.

Ibimi Ngambun Benjamin-Junior (2022), « COVID-19 et communication responsable en RD Congo : communiquer sur des arguments honnêtes, vérifiables et respectueux de l'environnement ». in *Revue Internationale de la Société Savante Cheikh Anta Diop/Université de Douala – Cameroun*, Volume N°12(1)1.

Kalamba Nsapo Sylvain (2006), *Fatigué d'être africain ?* Paris, Menaibuc.
Kalberg Stephen. (2012/2). « La sociologie des émotions de Max Weber », in *Revue du MAUSS* (n° 40).

Kapferer Jean-Noël (1998), *Rumeurs, le plus vieux média du monde*, Paris, Seuil, 357p.

Kyabula Katwe Jacques (2020), *Le livre vert de l'agriculture*, Lubumbashi : Presses Universitaires de Lubumbashi.

Libaert Thierry (2015). *La communication de crise*, Paris, Dunod 4e édition.

Luneau, André (2002), *Comprendre l'Afrique*, Paris, Karthala.

Masiala Bode Mabu, (2021). *Contribution des concessions agricoles périurbaines à l'approvisionnement alimentaires de la ville de Kinshasa*, Thèse de doctorat, Université de Liège.

Mendes-France Tristan (2020), « Infodémie » autour du coronavirus », entretien, <https://www.lci.fr>.

Morin, Edgar (2020b), *Changeons de voie. Les leçons du coronavirus*, Paris, Denoël.

Muadimanga, I (2019). *Phénomène « Kamwina Nsapu » et conflit sanglants au Kasai : les non-dits d'une crise et leçons pour une autre gouvernance en République Démocratique du Congo*. In *African Journal of Democracy and Governance* 6(4), 21-50.

MUHIMA, A. (2022). *Les règles de gestion et mécanismes de control du budget général de l'Etat en RDC : cadre juridique et enjeux actuels*, In *KAS African Law Study Librairy* 8(4), 454-466.

Murhega, Jean Barhacikubagirwa « La pandémie 'Corona Virus' : une leçon pour la politique de la RD Congo », *Recherches et Educations HS*, <http://journals.openedition.org>

Ngalamulume, Tshieue. (2021). « Reconstruire après la crise : regard sur le conflit « Kamwina Nsapu » et la dynamique de relèvement du Kasai central post-conflit ». in *Reconstruire après la crise*, 1-264.

Ngwey Ngond'a Ndenge (2001). *Le concept de solidarité : Fondements anthropologiques et épistémologiques*, In *Le procès de la solidarité. Actes des journées philosophiques de Canisuis*, Kinshasa : Editions Loyola, pp.11-21.

ONU Info, RDC : avec la fin d'Ebola il faut tuer l'épidémie de Covid-19 dans l'œuf, OMS, article en ligne consulté le 2 avril 2020, URL : <http://www.news.un.org/fr>

PARGUEL B. (2010). *La communication sociétale vs communication responsable. 50 fiches sur le marketing durable*, Bréal, pp.120-123.

Raoult Didier (2020), « Epidémies vrais dangers et fausses alertes. De la grippe aviaire au Covid-19 ». Paris, Michel Lafon.

Reumaux Françoise (1990), « Traits invariants de la rumeur ». in *Communication*.

Romeyer H (2020), « Covid-19 : « La médiatisation tend aujourd’hui à céder un peu plus à la panique », entretien avec Hélène Romeyer, in ina la revue des médias, <https://larevuedesmedias.ina.fr>.

Sahakian Marlyne (2020), « consommation au temps du covid-19 : retour vers un futur durable ». in *COVID-19 Le regard des sciences sociales* », dirigé par F. Gamba, M. Nardone, T. Ricciardi, S. Cattacin, Genève, Seismo

Salerno S (2020), « Communiquer une pandémie ». in *COVID-19 Le regard des sciences sociales* », dirigé par F. Gamba, M. Nardone, T. Ricciardi, S. Cattacin, Genève, Seismo.

Scharnitzky Patrick. (2007/1). *La fonction sociale de la rumeur*, In *Migrations Société* (N° 109), pp. 35 à 48.

Target Sarl, (2020). *Les congolais et le Covid-19, Rapport-Covid*, Kinshasa ?

Tchoubar Pierre (2022), « RDC : une nouvelle incursion armée sanglante à Lubumbashi, la population reste perplexe », <http://www.obervers.france24.com/2022/5/16>

Van Der Werf Silvie et Peltekian Cécile (2020), « Émergence du coronavirus SARS-CoV2 : faire face à l’épidémie de COVID-19 » in *Virologie*, vol 24, Paris, Institut Pasteur.

Zylberman Patrick. (2013), « Tempêtes microbiennes : essai sur la politique de sécurité sanitaire dans le monde transatlantique », Paris, Gallimard.